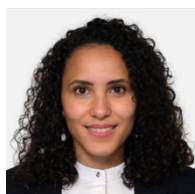


Le traitement fiscal des Opérations Sur Titres (OST) dans un contexte multi-juridiction

OST DE DISTRIBUTION - OST DE RÉORGANISATION - OST DE REMBOURSEMENT ET INSTRUMENTS DE TAUX

Juridictions fiscales étudiées : Luxembourg, France, Belgique, Allemagne avec des ouvertures sur les USA (QI) et les principales juridictions d'investissement (Irlande, Pays-Bas, UK, Suisse).



Latifa Tabia,

Partner, Alfair Advisory, Luxembourg, Experte en fiscalité opérationnelle

Latifa Tabia accompagne des clients internationaux dans la gestion de leurs enjeux fiscaux complexes, avec une expertise pointue sur FATCA, CRS, DAC6, QI, FASTER et Pillar 2. Ex-Head of Operational Tax & Advisory chez Forvis Mazars, elle a également développé une solide expérience au sein de grandes institutions financières telles que Société Générale et Natixis Wealth Management, où elle a dirigé des équipes de fiscalité opérationnelle et supervisé la conformité d'entités au Luxembourg, en Suisse et à Monaco.

> **Les règles fiscales applicables aux OST se complexifient** suite à des évolutions réglementaires récentes.

> Des **difficultés d'interprétation** persistent sur certaines notions clés : qualification des revenus, traitement fiscal différencié selon les juridictions, articulation avec les obligations déclaratives type FATCA/CRS.

> Certaines **opérations spécifiques** montent en puissance : structuration plus sophistiquée des produits financiers

> Les **contrôles fiscaux** sur les traitements appliqués aux OST se renforcent, avec une attention accrue portée à la documentation et à la traçabilité ;

> **Les investisseurs exercent une pression accrue** en matière de transparence, de précision et de cohérence des reportings.

L'objectif du séminaire sera précisément d'apporter des clarifications opérationnelles sur ces points, en apportant des grilles de lecture concrètes et directement applicables.

8.40 Pourquoi la fiscalité des OST demeure un enjeu sous-estimé pour les établissements financiers ?

- Pourquoi la fiscalité des OST est-elle souvent sous-estimée dans les organisations alors qu'elle génère un risque opérationnel et réputationnel significatif ?

- Quels sont les acteurs de la chaîne post-marché concernés (teneur de compte conservateur, dépositaire, gérant, émetteur) et qui porte la responsabilité fiscale in fine ?

- Quelle est la différence entre la responsabilité du calcul fiscal, la responsabilité déclarative et la responsabilité de conseil vis-à-vis du client ?

- Comment l'harmonisation européenne des OST (réforme T+1, standardisation ISO) a-t-elle modifié les pratiques et créé de nouvelles zones d'incertitude fiscale ?

- Quel est l'impact concret des erreurs de traitement fiscal des OST : redressements, contentieux clients, sanctions réglementaires ?

OST DE DISTRIBUTION : QUELS ENJEUX FISCAUX CROSS-BORDER ?

9.10 Comment traiter fiscalement les OST de distribution dans un contexte multi-juridictions ?

- **Dividendes et revenus distribués**

- Qu'est-ce qui détermine la retenue à la source applicable sur un dividende versé à un investisseur étranger, et qui en est responsable dans la chaîne ?

- Comment les conventions fiscales bilatérales s'articulent-elles avec le traitement standard des OST, et quelles erreurs courantes observe-t-on ?

- Qu'est-ce que le relief at source, le quick refund et le standard refund, et pourquoi ces mécanismes sont-ils au cœur des enjeux opérationnels pour les déposataires ?

- Comment la directive ATAD et les évolutions post-cum-ex ont-elles durci les exigences de substance et de preuve pour bénéficier des taux réduits conventionnels ?

- **Attributions gratuites, droits et distributions en nature**

- Comment déterminer la valeur fiscale d'un titre distribué gratuitement lorsqu'il n'existe pas de cours de référence officiel ou que l'émetteur ne communique pas de valorisation ?

- Quels sont les risques fiscaux liés à la distribution de droits préférentiels de souscription dans un con-

texte international, notamment pour les investisseurs non-résidents ?

- En cas de scission partielle avec distribution de titres d'une filiale, comment s'effectue la réallocation du prix de revient entre titres anciens et titres nouveaux selon les différentes juridictions ?

- Quelles difficultés pratiques pose le paiement optionnel de dividende (cash ou titres) pour les établissements gérant des portefeuilles multi-domiciles fiscaux ?

10.10 Pause-café

OST DE RÉORGANISATION : OÙ SE SITUENT LES ZONES DE RISQUE FISCAL ?

10.25 Comment sécuriser le traitement fiscal des OST de réorganisation dans un environnement international ?

- **Fusions, scissions et échanges**

- Dans une opération de fusion transfrontalière, comment déterminer si le sursis ou le report d'imposition s'applique, et selon quelle législation nationale ?

- La notion de soultte est-elle appréciée de manière uniforme dans les différentes juridictions, ou existe-t-il des divergences significatives sur le seuil de déclenchement de l'imposition immédiate ?

- Comment traiter les rompus et fractions de titres nouveaux générés par une OST de réorganisation lorsque les investisseurs sont domiciliés dans plusieurs pays ?

- Qu'est-ce que la méthode « cascade » d'allocation des dates d'acquisition, et en quoi est-elle sensible lors d'opérations d'échange impliquant des portefeuilles constitués sur plusieurs années ?

- Lors d'un retrait obligatoire, comment s'assure-t-on que le prix de rachat est correctement intégré dans les compteurs fiscaux de tous les investisseurs concernés, y compris ceux ayant une fiscalité étrangère ?

- Augmentations de capital avec DPS ou droit de priorité : quelles sont les difficultés d'allocation fiscale lorsque les droits ont été achetés sur le marché secondaire ?

• **Conversions d'obligations, OPA et retraits obligatoires**

- Lors d'une conversion d'obligations en actions d'un émetteur étranger, comment s'effectue le report du prix d'acquisition et quelle juridiction est compétente pour taxer l'éventuelle plus-value ?
- En cas d'offre publique d'échange initiée par un acquéreur étranger sur une cible domestique, quels sont les enjeux fiscaux pour les actionnaires résidents et non-résidents ?

• **Instruments complexes : warrants, bons de souscription, convertibles**

- Quel régime fiscal (plus-values sur valeurs mobilières ou profits sur instruments à terme) s'applique aux warrants et dans quelles conditions ce régime peut-il varier d'une juridiction à l'autre ?
- Comment traiter fiscalement l'exercice d'un warrant dont le sous-jacent est coté dans un pays tiers par rapport au domicile fiscal de l'investisseur ? - Les OCEANE, ORA et OCA : pourquoi ces instruments hybrides posent-ils des difficultés d'interprétation fiscale dans un contexte transfrontalier ?

OST DE REMBOURSEMENT ET INSTRUMENTS DE TAUX : QUELLES SPÉCIFICITÉS FISCALES ?

11.15 Comment gérer les remboursements obligataires et les instruments de taux dans un contexte international ?

- Qu'est-ce qu'une prime de remboursement positive ou négative, et pourquoi son traitement fiscal peut-il diverger significativement entre pays émetteur et pays de résidence de l'investisseur ?
- Dans le cas d'un remboursement anticipé au gré de l'émetteur (call), comment s'assure-t-on que la prime est correctement identifiée et déclarée, notamment pour des obligations émises sur des marchés étrangers ?
- Comment traiter fiscalement les remboursements partiels avec pool factor, notamment pour des investisseurs dont le prix de revient a été constitué à des dates et des cours différents ?
- Quelles sont les particularités fiscales des instruments complexes tels que certificats indexés, reverse convertibles et EMTN lors de leur remboursement : pourquoi leur assimilation à des obligations est-elle parfois contestée dans certaines juridictions ?
- Lors d'une liquidation ou dissolution d'un émetteur étranger, comment s'articulent boni de liquidation, retenue à la source locale et imposition dans le pays de résidence de l'investisseur ?

CONFORMITÉ, CONTRÔLES ET ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

12.00 Comment les établissements financiers peuvent-ils se prémunir contre les risques fiscaux liés aux OST ?

- Quels sont les indicateurs d'un dispositif de contrôle interne efficace sur la fiscalité des OST : gouvernance, séparation des rôles, piste d'audit ?
- Comment les régimes de déclaration automatique d'informations CRS, FATCA, DAC6 interagissent-ils avec le traitement fiscal des OST et créent-ils de nouvelles obligations pour les établissements ?
- Quelles sont les typologies de contentieux les plus fréquentes entre investisseurs et établissements financiers sur la fiscalité des OST, et comment les prévenir contractuellement ?
- Face à la multiplication des sources d'information fiscale (BOFIP, ESMA, directives européennes, circulaires locales), comment les établissements organisent-ils leur veille réglementaire et la mise à jour de leurs paramètres ?
- Quel est l'impact attendu du passage au cycle de règlement T+1 en Europe sur la capacité des établissements à traiter correctement la fiscalité des OST dans les délais impartis ?
- À horizon 3-5 ans, vers quoi s'oriente la fiscalité des OST en Europe : harmonisation accrue, reporting en temps réel, automatisation fiscale par l'IA ?

12..40 Fin de la conférence

LUXEMBOURG, VENDREDI 5 JUIN 2026, 8.40-12.40, HÔTEL LE ROYAL / ONLINE

INFORMATION & INSCRIPTION

Tel: +41 22 849 01 11
Fax: +41 22 849 01 10
info@academyfinance.ch
Academy & Finance SA
Rue Neuve-du-Molard 3, CP 3039,
CH-1211 Genève 3
www.academyfinance.ch

PRIX

620 euros
Inscriptions supplémentaires de la même société : -50%

Je m'inscris au séminaire "Le traitement fiscal des opérations sur titres" le 5 juin 2026.

Je participerai dans la salle Je participerai online sur Zoom

Nom et prénom

Fonction

Société.....

Adresse

Code postal et ville

Tel Email.....